

ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE

Bayrou arbitrera la finale, Le Pen laminé, Chirac se rejouit des résultats de Sarkozy

De Notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed



François Bayrou, classé troisième avec 18,54% des voix, jouera nécessairement l'arbitre et se trouve, de ce fait, en bonne position pour négocier sa consigne de vote, en faveur de l'un ou de l'autre. Ph. : D. R.

Toute la classe politique, de gauche comme de droite, a salué hier la victoire de la démocratie et le retour heureux des Français à la politique. Au-delà de tout, le taux de participation atteint (84,6%) a réjoui tout le monde.

Les scores atteints par les deux candidats admissibles en finale ne sont pas non plus boudés. 31,06% pour Sarkozy et 25,74% pour Ségolène Royal. François Bayrou, classé troisième avec 18,54% des voix, jouera nécessairement l'arbitre et se trouve, de ce fait, en bonne position pour négocier sa consigne de

vote, en faveur de l'un ou de l'autre. Pour l'instant, si lui s'est abstenu et prend son temps pour se prononcer, les deux victorieux de ce premier tour ont commencé clairement à lui faire des appels du pied. Bayrou s'attendait à peser sur le cours des événements et dès la proclamation des résultats du premier tour, il déclarait : «Toutes les décisions que je serai amené à prendre dans les jours qui viennent seront inspirées par cette conviction : la nouvelle politique est en train de naître, cette espérance est grande et personne ne l'arrêtera.» Le troisième homme s'emploie depuis la proclamation des

résultats du premier tour à transformer son résultat en capacité à créer un troisième grand parti, le parti «anti-système». Y parviendra-t-il avant les législatives de juin prochain ? Le soutien apporté par les candidats de gauche à Ségolène Royal est sans ambiguïté. Tout, sauf Sarkozy, est la ligne de Marie-George Buffet, PC (1,94 % des voix) ; Voynet des Verts (1,57%) ; Laguerre de Lutte ouvrière (1,35%) Bové altermondialiste (1,32%) et Besancenot de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) (4,13% des voix). Cela ne suffira cependant pas à la candidate socialiste de passer au

2ème tour. Elle en est consciente, et c'est le sens de son appel de dimanche soir «à toutes celles et tous ceux qui veulent faire triompher la république du respect», précisant par ailleurs qu'elle refuse de cultiver les peurs et qu'elle sera la présidente d'«un Etat impartial».

Savourant ses premiers résultats qui le placent en tête de ce premier tour, Sarkozy sait lui aussi que rien n'est gagné. Il a commencé dès dimanche soir à s'adresser à tous les exclus, les faibles, les désespérés... Le candidat de l'UMP sait que lui sont acquis tous les nantis du système, il lui reste à se présenter comme candidat des pauvres, peut-être ainsi parviendra-t-il à récupérer «les égarés de l'extrême droite» et les anti-système qui ont voté pour Bayrou. Il reste 13 jours à rassembler et convaincre sur deux projets de société. Le deuxième volet décisif de la campagne est lancé. On ne verra pas, dans la course, Jean-Marie le Pen qui avec 10, 58% d'électeurs en sa faveur a perdu plus de 20% de son électoral. Je ne vais pas me lacerer le corps, a dit le Pen hier, à l'annonce de l'hécatombe qui le lamine. Et avec arrogance, il a ajouté : «Je croyais que les Français étaient assez mécontents du fait que nous avons sept millions de travailleurs pauvres et que nous avons une balance commerciale en déficit, que nous avons une dette de plus de 2500 millions d'euros, eh bien je m'étais trompé.» Comme il fallait s'y attendre, Chirac s'est d'abord félicité des résultats obtenus par le candidat de son parti et dès lundi matin il a reçu Sarkozy dans son bureau.

K. B.-A.

L'UE va écrire aux organisations terroristes qui figurent sur sa liste

L'Union européenne enverra désormais une lettre aux personnes et groupes figurant sur sa liste d'organisations terroristes pour leur expliquer pourquoi ils y figurent, en vertu d'une décision entérinée hier par les 27. Cette décision, prise sans discussions hier par les ministres européens des Affaires étrangères, fait suite à un arrêt de la Cour européenne de justice (CEJ) de décembre dernier. La CEJ avait alors annulé le gel des fonds de l'organisation iranienne des Moudjahidine du peuple, décidé en 2002, en estimant que cette décision n'avait pas été motivée et que les intéressés n'avaient pu la contester. L'UE possède sa propre liste d'organisations terroristes, parallèlement à une liste plus longue mise au point par l'ONU.

La liste européenne comprend actuellement 26 individus et 28 organisations, comme les Moudjahidine, le mouvement islamiste radical palestinien Hamas et l'organisation basque ETA. Pour les personnes et organisations pour lesquelles l'UE n'a pas d'adresse (ou celle d'un avocat), une communication sera faite au Journal officiel de l'UE, indiquant que ces lettres sont disponibles à Bruxelles, a expliqué une source européenne.

Ces organisations auront ensuite un mois pour "présenter leurs arguments" contre cette inscription, a-t-elle ajouté. A la lumière de ces observations, les 27 réexamineront en juin toutes les inscriptions sur cette liste. En principe, cette liste, dont la dernière version a été révisée le 29 mai 2006, doit être réexaminée tous les six mois par les ministres européens des Affaires étrangères. Mais ce délai est passé fin 2006 sans que cette liste soit revue, dans l'attente de la décision des juges de Luxembourg. L'UE a déjà envoyé il y a quelques semaines une lettre aux Moudjahidine du peuple dans laquelle elle explique pourquoi ils sont sur la liste, en rappelant "le passé de l'organisation, notamment les attentats dont elle a été responsable", a précisé la source européenne.

PAKISTAN

Le Parlement réélira Musharraf avant sa dissolution

Le président pakistanais, le général Pervez Musharraf, sera réélu par l'actuel Parlement en septembre ou octobre, avant sa dissolution et de nouvelles élections générales, a affirmé le Premier ministre pakistanais Shaoukat Aziz.

"L'élection présidentielle est prévue en septembre-octobre cette année et (...) le président Musharraf sera réélu par les assemblées actuelles avec une confortable majorité", a assuré le Premier ministre, cité hier par l'agence publique d'information Associated Press of Pakistan (APP). Cette annonce par le Premier ministre est la première confirmation officielle d'une procédure d'élection dont l'idée circule depuis plusieurs mois et que l'opposition dénonce comme inconstitutionnelle.

Selon l'opposition, le général Musharraf devrait présenter sa candidature aux assemblées fédérale et provinciales, après les élections de celles-ci prévues en fin d'année ou début 2008 à l'issue de la législature.

Désigné président lors d'un référendum contesté au printemps 2002, le général Musharraf avait ensuite été élu président fin 2002 par un collège de l'Assemblée nationale et des quatre assemblées provinciales élues en octobre. Le Premier ministre



Le président pakistanais, le général Pervez Musharraf. Ph. : D. R.

Shaoukat Aziz a ajouté que le président déciderait lui-même du moment qu'il choisirait pour abandonner son poste de chef d'état-major de l'armée que les assemblées l'ont autorisé à cumuler avec la présidence jusqu'en décembre de cette année.

Fin 2003, le général Musharraf avait annoncé sa volonté de renoncer à ses fonctions militaires, mais était revenu sur sa décision quelques mois plus tard en expliquant que le cumul des deux fonctions était nécessaire pour faire face notamment aux dangers du terrorisme.

L'ex-président russe Boris Eltsine est décédé

L'ancien président russe Boris Eltsine est décédé hier à l'âge de 76 ans, a déclaré à l'AFP le service de presse du Kremlin. "L'ancien président russe Boris Eltsine est décédé aujourd'hui", a déclaré le porte-parole, qui n'a pu préciser les causes du décès.

Selon des sources médicales citées par l'agence Interfax, sa mort est due à un brusque arrêt cardiaque. M. Eltsine, qui souffrait de problèmes cardiaques depuis plusieurs années, avait été le premier président de la Russie post-soviétique. Il est le prédécesseur de l'actuel président, Vladimir Poutine, qu'il avait désigné comme son dauphin.

Boris Eltsine restera dans l'Histoire comme l'homme qui a chassé les com-



Boris Eltsine restera dans l'Histoire comme l'homme qui a chassé les communistes du pouvoir en août 1991. Ph. : D. R.

munistes du pouvoir en août 1991 et placé la Russie sur la voie des réformes avant de céder la place, malade et impopulaire, à Vladimir Poutine. Né le 1er février 1931 dans une famille paysanne d'un petit village de l'Oural, cet ingénieur en construction avait commencé sa car-

rière politique à l'âge de 37 ans au sein du Parti communiste. Il a été élu président de la Russie en juin 1991 et réélu le 3 juillet 1996. Disgracié par la crise financière de l'été 1998, il démissionne brusquement avant la fin de son mandat à la surprise générale, le 31 décembre 1999.